

**Les conseillers des Français d'Espagne.
des circonscriptions de Madrid et de Barcelone**

**à Monsieur le Directeur
Général de la Mission
Laïque Française,**

c./c.

Madame la Ministre de l'Europe et des affaires étrangères,

Monsieur l'Ambassadeur de France en Espagne,

Monsieur le Directeur Général de l'Agence de l'Enseignement Français à l'Etranger,

Madrid, 12/06/2023

Monsieur le Directeur Général,

Le présent courrier, signé par l'ensemble des conseillers élus en Espagne des deux circonscriptions de Madrid et de Barcelone, concerne le projet de déconventionnement des deux lycées d'Alicante et de Villanueva de la Cañada.

Nous savons à quel point la MLF est un acteur central pour l'enseignement français en Espagne et a besoin de la mobilisation de nous toutes et tous pour aller de l'avant, dans un contexte complexe. Ainsi, nous soutenons le projet d'investissement pour le nouveau Lycée français de Séville, mais nous aimerions aussi que les acteurs des communautés scolaires d'Alicante et de Villanueva soient enfin écoutés par la Mission Laïque.

Dans un premier temps, nous soulignons notre étonnement et mécontentement sur le choix de la procédure. Nous avons découvert ces deux projets, au hasard de la lecture du dernier rapport d'activité de la MLF. Ce choix d'avancer masqué, sans aucune concertation, est un facteur supplémentaire alimentant l'angoisse des familles, des enseignants et de l'ensemble du personnel des deux établissements. C'est ce qui s'est clairement exprimé lors des deux conseils d'établissements des lycées Pierre Deschamps d'Alicante, le 16 mars, et du Lycée Français Molière, le 6 du même mois.

Dans un deuxième temps, le fond de ces deux affaires est tout aussi problématique. Nous constatons une détermination de la part de la MLF de se précipiter dans la voie du déconventionnement. Un tel choix est totalement opposé aux sentiments qui remontent du terrain. Il est en parfaite contradiction avec les réactions et les craintes qui se sont manifestées à l'occasion des conseils d'établissements précités. En ce sens les associations de parents, l'ensemble des

personnels et tous les acteurs de la communauté scolaire ont affirmé unanimement ne pas comprendre le sens de ces deux décisions qu'ils jugent comme extrêmement préoccupantes.

Pour l'ensemble des conseillers des Français d'Espagne, le chemin envisagé par la Mission Laïque est à la fois négatif et préjudiciable pour l'avenir de ces deux établissements. Nous tenons à souligner ce danger, en particulier pour le lycée d'Alicante, qui entretient depuis 60 ans un lien fort et étroit avec une importante communauté française qui a déjà souffert d'un sentiment d'abandon de la France, lors de son installation à la fin de la guerre d'Algérie. Voici une région qui a perdu son consulat Général et ne compte ni Institut français, ni Alliance Française. Cette communauté française importante en nombre et par sa grande fragilité doit être prise en considération au-delà même des questions d'enseignement. Nous avons déjà perçu une forte émotion lors de la fermeture de l'annexe de Benidorm, il y a quelques années chez les familles françaises, alicantines ou d'ailleurs. Nous craignons que la réaction à votre décision laisse des traces durables. Une pétition lancée il y a quelques jours par les associations de parents a déjà reçu plus d'un millier de signatures.

Les deux projets mettent en danger l'attractivité des deux établissements, la solidité de la préparation des élèves et briseront des situations personnelles pour les agents détachés de l'État. Ils accentueront le recours aux familles pour assurer le financement de la hausse des frais de scolarité engendrées par les deux dé-conventionnements, conséquence du nouvel accord cadre MLF/AEFE.

La MLF justifie sa proposition par des arguments comptables. Nous ne pouvons comprendre ce raisonnement, alors que par exemple le lycée d'Alicante présente des comptes sains, malgré le retrait du soutien de l'État français prévu dans le nouvel accord cadre MLF/AEFE. Le retrait de la relation conventionnelle de l'Etat français avec le Lycée Pierre Deschamps serait à nouveau un très mauvais signal pour tous. En outre, si la MLF maintient son projet, cela fragilisera d'autant plus l'image et la situation du lycée Molière de Villanueva qui souffre déjà d'une situation dégradée.

Nous apprécions que la France et, à travers elle, le contribuable soutiennent financièrement, par un effort important et légitime, le réseau scolaire français au Liban, encadré principalement par la Mission Laïque Française. Pour autant, nous pensons qu'il est temps que cesse le retrait du soutien au réseau scolaire en Espagne qui semble en être le corollaire. Nous sommes en profond désaccord avec cette vision et ses conséquences concrètes que nous constatons aujourd'hui.

En effet, l'Espagne est un interlocuteur stratégique pour la France qui est d'ailleurs son premier partenaire économique. On y trouve notamment 28 000 filiales d'entreprises françaises. C'est aussi un allié de poids au sein de l'Europe, équilibrant les relations entre pays du Nord et pays méditerranéens. Sa place et son rôle ont été accrus après le Brexit. Enfin, l'Espagne est un pays avec lequel les relations de coopération culturelle ont toujours été d'une grande richesse. En un mot elle représente un sérieux atout pour la France et son rôle au sein de l'Union Européenne à un moment où notre partenaire allemand privilégie ses relations avec les nations de l'Europe Centrale et de l'Est.

Pour les conseillers des Français d'Espagne la France doit montrer le même attachement, partout dans le monde et en particulier aux réseaux scolaires historiques comme celui de l'Espagne. Par conséquent, nous demandons que l'accord-cadre entre la MLF et l'AEFE soit revu pour ces deux établissements et que la MLF puisse à nouveau recevoir un accompagnement substantiel de la part de l'État Français et de l'AEFE en Espagne. En effet, nous ne trouvons aucune justification à la fin de l'accompagnement financier de la part de la France. Nos craintes sont accrues par le constat de l'ampleur des difficultés rencontrées par les établissements MLF d'Espagne, qui ont déjà été déconventionnés depuis 20 ans en Espagne.

À ce stade, nous vous demandons donc :

- **De suspendre toute éventuelle décision allant dans le sens d'un déconventionnement du Lycée français Pierre Deschamps d'Alicante et du Lycée français Molière de Villanueva de la Cañada**
- **D'engager une réflexion avec les parties prenantes sur l'avenir de ces établissements dans le cadre d'une convention avec l'AEFE.**

Soyez assuré que l'ensemble des conseillers des Français d'Espagne resteront mobilisés aux côtés des deux établissements gravement menacés et ce jusqu'au retrait des projets de déconventionnement que nous considérons comme un abandon des familles, des enseignants et de l'ensemble du personnel. Enfin nous sommes disponibles pour participer à toute réunions de travail destinée à conforter ces deux importants lycées français.

Dans l'attente du plaisir de vous lire ou de vous rencontrer, soyez assuré, Monsieur le Directeur Général, de nos sentiments les meilleurs.



Francis Huss,
Conseiller des Français de la 2e circonscription d'Espagne
Pablo Quintana,
Président du Conseil Consulaire de la 2e circonscription d'Espagne
Gaëlle Leconte,
Conseillère AFE et des Français de la 2e circonscription d'Espagne

Stéphanie Le Vaillant,
Conseillère AFE et des Français de la 2e circonscription d'Espagne

François Ralle Andreoli,
Conseiller AFE et des Français de la 2e circonscription d'Espagne,
administrateur de l'AEFE

Gilles Servanton,
Conseiller des Français de la 2e circonscription d'Espagne

Pascal Bourbon,
Conseiller AFE et des Français de la 1ère circonscription d'Espagne

Baudoin de Marcellus,
Conseiller AFE et des Français de la 1ère circonscription d'Espagne

Philippe Ogonowski,
Président du Conseil Consulaire de la 1ère circonscription d'Espagne

Renaud Le Berre,
Conseiller AFE et des Français de la 2e circonscription d'Espagne, président de
la commission des finances de l'AFE

Ana Saint Dizier,
Conseillère des Français de la 1ère circonscription d'Espagne

Nathalie Coggia,
Déléguée consulaire des Français de la 2e circonscription d'Espagne,
suppléante du député de la 5e circonscription des Français de l'étranger

Elizabeth Deveaux,
Déléguée consulaire des Français de la 1ère circonscription d'Espagne

Karine Martin,
Déléguée consulaire des Français de la 1ère circonscription d'Espagne